

# ACTION URGENTE

## UN HOMME D'AFFAIRES DETENU DE FAÇON ARBITRAIRE DEPUIS QUATRE MOIS

**Kerbino Agok Wol**, homme d'affaires sud-soudanais et philanthrope, est maintenu en détention depuis le 27 avril. Il est détenu au quartier général du Service de la sécurité nationale (SSN), à Djouba. Il n'a pas été autorisé à contacter un avocat et n'a pas été informé de ce qui lui est reproché. Son état de santé se dégrade depuis son incarcération, et il n'a pas reçu de soins médicaux adéquats.

**Kerbino Agok Wol**, homme d'affaires et philanthrope sud-soudanais âgé de 36 ans, a été convoqué par le SSN le 27 avril. Il est le PDG de KASS Security Company et le fondateur de la Nile Foundation, une organisation caritative. À son arrivée dans les locaux du SSN, où il avait été convoqué, il a été informé du fait qu'il était en état d'arrestation.

On lui permet de recevoir des visites de sa famille, mais on ne l'a pas informé des charges qui pèsent sur lui et il n'a pas été autorisé à consulter un avocat.

Amnesty International est également préoccupée par le fait qu'il a été maintenu en détention à l'isolement pendant plus de deux mois. Son état de santé s'est dégradé au cours des quatre derniers mois en raison de ses conditions de détention, et il ne reçoit pas les soins médicaux dont il a besoin.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités sud-soudanaises de libérer Kerbino Agok Wol ou de l'inculper d'une infraction dûment reconnue par la loi conformément au droit international et aux normes internationales ;
- exhortez-les à veiller à ce que Kerbino Agok Wol ne soit pas soumis à la torture ni à aucune autre forme de mauvais traitement pendant sa détention ;
- demandez-leur également de faire le nécessaire pour qu'il lui soit permis d'entrer régulièrement en contact avec ses proches, de recevoir de la part de professionnels de santé qualifiés tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin, et de consulter l'avocat de son choix.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 10 OCTOBRE 2018 À :

Président de la République du Soudan du Sud

Salva Kiir Mayardit

Twitter : @RepSouthSudan

Formule d'appel : Your Excellency, /Monsieur le Président,

Ministre du Service de sécurité nationale

auprès du président de la République

Obuto Mamur Mete

Formule d'appel : Your Excellency,  
/Monsieur le Ministre,

Il n'existe pas de services postaux au Soudan du Sud. Veuillez adresser vos appels à ces autorités par l'intermédiaire des représentants diplomatiques du Soudan du Sud dans votre pays (voir la liste plus bas). S'il n'y a pas d'ambassade sud-soudanaise dans votre pays, adressez votre courrier à la mission permanente du Soudan du Sud aux Nations unies : Permanent Mission of the Republic of South Sudan to the United Nations, 336 East 45th Street, 5th Floor, New York, NY 10017, États-Unis.

(adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## UN HOMME D'AFFAIRES DETENU DE FAÇON ARBITRAIRE DEPUIS QUATRE MOIS

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis le début du conflit armé interne au Soudan du Sud en décembre 2013, des centaines de personnes, pour la plupart des hommes, sont détenues sous l'autorité du Service de la sécurité nationale (NSS) et de la Direction du renseignement militaire dans divers centres de détention à travers la capitale, Djouba. Nombre d'entre elles sont considérées comme des « prisonniers politiques », car elles sont accusées d'avoir communiqué avec l'opposition ou de l'avoir soutenue.

Amnesty International a recueilli des informations sur de nombreux cas de détention arbitraire par le NSS dans divers centres, où les détenus sont souvent victimes d'actes de torture et d'autres mauvais traitements – certains sont détenus au secret sans pouvoir consulter un avocat ni communiquer avec leurs proches. D'autres ont été victimes de disparition forcée. Dans le centre de détention du siège du NSS, près de Djébel, les détenus consomment des aliments peu variés (*haricots* et *ugali*) et la plupart d'entre eux dorment par terre. Certains sont roués de coups, en particulier pendant les interrogatoires ou à titre punitif. En raison des mauvaises conditions de vie dans les prisons, ainsi que d'un accès inadéquat aux soins médicaux, la santé des détenus se dégrade souvent.

Détention prolongée et arbitraire, disparitions forcées et torture et autres mauvais traitements sont fréquemment employés par les autorités au Soudan du Sud depuis que le conflit a éclaté en décembre 2013. Toutefois, il semble que ceux qui sont perçus comme étant affiliés à l'opposition soient de plus en plus ciblés depuis les affrontements entre les forces du gouvernement et celles de l'opposition à Djouba en juillet 2016, dans le cadre de la campagne anti-insurrectionnelle de plus en plus virulente menée par le gouvernement contre ses opposants réels ou présumés.

Au Soudan du Sud, l'environnement politique tolère de moins en moins la critique des actions et des politiques du gouvernement, ce qui se traduit par l'intimidation, le harcèlement et la détention de militants de la société civile, de défenseurs des droits humains et de journalistes indépendants. Cela a engendré un climat d'autocensure parmi les médias et les défenseurs des droits humains ; du fait d'une surveillance d'État omniprésente, les gens ne se sentent plus assez en sécurité pour parler librement et ouvertement du conflit qui déchire le pays.

Nom : Kerbino Agok Wol

Homme

AU 159/18 AFR 65/9000/2018 29 août 2018